

Le Cal Vingt-Trois approuve la votation suisse sur l'expulsion des criminels étrangers

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Immigration](#)

Date : 3 décembre 2010

Grâce à [Benoît et Moi](#), on apprend que le Cardinal Vingt-Trois **lors d'une homélie prononcée le 5 septembre** à Notre-Dame disait en substance: ***Il est juste de rapatrier les Roms hors la loi.*** C'est [Sandro Magister](#) qui avait déniché cette homélie et avait publié un article intitulé "*L'homélie cachée du Cardinal Vingt-Trois*". Extrait de l'article de Benoît-et-moi :

Il est curieux que l'homélie du cardinal Vingt-Trois à laquelle Sandro Magister fait allusion ait fait l'objet d'un *black-out* total de la part de la presse française, trop soucieuse de nous monter un scénario de *clash* entre l'Eglise et le gouvernement. Je n'en ai trouvé trace nulle part (je suis prête à rectifier si on m'apporte la preuve que je me trompe). Y compris sur le site du diocèse de Paris, où il y a une [page dédiée aux homélies du cardinal](#) ... mais celle-là manque!

Extrait de l'article de *Sandro Magister* :

L'Osservatore Romano n'en parle pas , sauf par quelques signes télégraphiques rares et aseptisés. Silencieux, lui aussi, après sa retraite fin août, le loquace et batailleur Mgr Agostino Marchetto , qui peu avant de se retirer, avait accusé les autorités de s'en prendre à "*des personnes faibles, et des pauvres , qui ont été persécutés , qui ont également été victimes d'un «holocauste» et qui vivent perpétuellement en fuyant ceux qui leur font la chasse*". **La vérité est que les autorités de l'Eglise sont convaincues, en France et ailleurs, que les rapatriement des Roms clandestins, et de toutes les autres personnes en situation irrégulière dans l'un ou l'autre pays, ne sont pas en soi irrationnels ou pire, criminels.**

Un exemple de cette approche modérée a été donné par l'archevêque de Paris, le cardinal André Vingt-Trois, le jour où la communauté rom défilait en signe de protestation dans les rues de la capitale française. Le 5 Septembre, lors d'une messe dans la cathédrale de Notre-Dame, archi-comble, le cardinal a consacré son homélie à la question posée en France par les nomades et les migrants.

"La question est complexe - a-t-il affirmé - et il y a de nombreux aspects à considérer. **Pour ceux qui commettent des délits, il est juste que le gouvernement dispose qu'ils soient reconduits à la frontière.** Les municipalités demandent des lois pour pouvoir expulser les nomades , mais ma préoccupation est où iront ces personnes. Alors plutôt que de susciter une nomadisation permanente, ce qui signifie que ces personnes continuent à se déplacer d'un endroit à l'autre sans jamais s'installer, le gouvernement français a décidé une politique de retour dans leur pays d'origine . "

"D'autres éléments à considérer - a-t-il poursuivi - sont la prise en charge sanitaire et sociale. En effet, la loi prévoit pour tous les résidents sur le territoire français, le droit à l'assistance, mais aussi le paiement des contributions. **Il s'agit d'un coût considérable. Pour toutes ces raisons, le gouvernement français a l'intention de réduire le nombre de Roms. Donc la question est légitime.** Il ne s'agit pas d'expulsions gratuites, parce que reconduire les roms à la frontière coûte cher. Le gouvernement français a annoncé une aide financière de 300 euros par personne, ce qui équivaut à trois mois de salaire en Roumanie, en plus de 100 euros par enfant, et des frais de Voyage".

"Cela dit - a-t-il continué - il y a un problème sur la façon de mettre en œuvre ces expulsions, qui doivent être effectuées dans le respect des personnes, en garantissant les principes d'humanité et surtout en évitant des mesures collectives . Nous devons dire non à un traitement global et massif, il faut un traitement individuel. C'est ce que nous demandons au gouvernement français, et nous espérons qu'il le fera ".

C'est le quotidien de la Conférence épiscopale italienne *L'Avvenire*, qui, dans une correspondance de Paris, a rendu compte de l'homélie de l'archevêque de Paris, qui avait auparavant rencontré le président Nicolas Sarkozy. Depuis lors , parmi les plus hautes autorités de l'Eglise, aucune voix ne s'est écartée de celle-là."

Il y a quelques jours, les Suisses ont approuvé par référendum l'expulsion automatique des criminels et graves délinquants étrangers, provoquant une réprobation de la classe politico-médiatique. Et pourtant, selon l'Eglise, ce genre de mesure est tout à fait moral, car au service du bien commun.